

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.596
20 juin 1991

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEIZIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 20 juin 1991, à 10 heures.

Président : Mlle Tessa A.H. Solesby
(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

La PRESIDENTE (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 596ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Avant de passer à l'ordre du jour, j'ai le plaisir de vous informer qu'au cours de la réunion officieuse sur le fond du point 3 qui se tiendra immédiatement après la présente séance plénière, les représentants aux pourparlers sur les armes nucléaires et l'espace, l'Ambassadeur Lintton Brooks des Etats-Unis et l'Ambassadeur Youri Nazarkine de l'Union soviétique, feront à l'intention des membres de la Conférence un exposé sur les négociations en cours. Je suis sûre que nous nous félicitons tous de cette occasion qui nous est offerte de connaître l'état actuel des pourparlers sur des questions aussi cruciales.

Comme vous le savez, les consultations se sont achevées en ce qui concerne un projet de décision relatif au mandat du Comité spécial des armes chimiques. Lorsque la liste des orateurs aura été épuisée, je saisirai la Conférence, pour adoption, du projet de décision publié sous la cote CD/WP.407.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants du Maroc, du Myanmar, de la Mongolie et de l'Argentine. Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc, l'Ambassadeur Benhima.

M. BENHIMA (Maroc) : Madame le Président, mes premières paroles seront pour vous féliciter pour la maîtrise et la compétence avec lesquelles vous avez dirigé nos travaux et qui confirment les éminentes qualités que l'on vous reconnaît de longue date. Mes félicitations vont également à votre prédécesseur à la présidence, l'Ambassadeur Batsanov.

Au moment où des initiatives de différentes origines viennent rappeler la double nécessité du désarmement et du contrôle des armements, l'on ne peut s'empêcher de relever qu'après plus d'une décennie, la Conférence n'inscrit guère de réalisations à son actif, exception faite des progrès accomplis jusqu'à présent dans l'élaboration de la convention sur les armes chimiques. On ne saurait contester l'énergie investie par la Conférence pour la mise en oeuvre de son mandat; mais la modicité des résultats ni ne traduit les efforts déployés, ni ne sanctionne l'heureuse évolution des relations internationales qui marque la fin de la guerre froide. La Conférence se trouve, de ce fait, confrontée à un véritable défi. Il convient donc de le relever, notamment en abordant l'ordre du jour dans une vision globale et en accordant une attention plus soutenue aux priorités qui s'imposent. Les questions nucléaires figurent parmi ces priorités. L'examen approfondi de celles-ci se heurte encore à des divergences irréductibles dues à l'ordre de priorité dans lequel le désarmement nucléaire doit être étudié. L'immobilisme serait-il une meilleure solution que l'engagement politique résolu pour relever un défi d'une telle ampleur ? On ne saurait bien sûr sous-estimer la portée de l'Accord FNI, bien qu'il ne produise ses effets que sur une part modeste des arsenaux nucléaires en présence. Sans doute, faut-il se réjouir de son exécution dans les délais prévus. Notre inquiétude demeure vive cependant quant à l'usage des ogives démontées. Nous estimons que seule la destruction de celles-ci conférerait

(M. Benhima, Maroc)

à ce traité sa véritable portée historique et en ferait le premier accord de désarmement nucléaire susceptible d'autoriser de nouveaux espoirs en ce domaine.

La communauté internationale a suivi avec beaucoup d'intérêt les négociations START et en a apprécié les progrès substantiels. Nous espérons que les difficultés techniques apparues récemment seront rapidement surmontées pour permettre la conclusion d'un accord sur la réduction notable des armements nucléaires stratégiques. Nous émettons le voeu que cet accord marque une étape décisive sur la voie de la réduction de leur potentiel par toutes les puissances nucléaires. En vertu de son mandat, la Conférence devrait être associée à ce processus pour créer les conditions propices à l'élaboration d'un accord portant sur la cessation de la course à ce type d'armes. Elle devrait sans plus tarder se doter des structures nécessaires afin de susciter efforts et initiatives en la matière. La manière dont nous débattons actuellement de ces questions exige une nouvelle approche eu égard à l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir. Nous nous sommes félicités, il y a quelques semaines, du rétablissement du Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires. Ce comité qui, sous la présidence de l'Ambassadeur Chadha, concentre sa réflexion sur la question de la structure et de la portée d'une éventuelle interdiction des essais nucléaires, ainsi que sur les procédés de vérification y afférents, suscite beaucoup d'espoirs car il ne fait pas de doute qu'une telle interdiction constitue la pierre angulaire de toute démarche visant le désarmement nucléaire. Ceci est d'autant plus évident que leur poursuite - outre qu'elle réduit la confiance et crée de nouveaux problèmes liés à l'environnement - participe à l'escalade dans la sophistication des armements et ruine ainsi les efforts accomplis en matière de réduction verticale des armements nucléaires. Il devient donc urgent de s'attaquer à ce problème en engageant de véritables négociations dans la perspective de l'interdiction de ces essais. Sans quoi il serait vain d'aspirer à mettre un terme à la prolifération des armements nucléaires. Je voudrais à ce propos adresser les félicitations de ma délégation à celle de la France après l'annonce de l'intention de ce pays d'adhérer au TNP.

La Conférence poursuit avec une énergie renouvelée ses efforts en vue de trouver une plate-forme d'entente politique devant déboucher dans des délais raisonnables à une convention sur les armes chimiques. Au stade actuel, un engagement soutenu contribuerait largement à l'aplanissement des obstacles qui subsistent. La décision des Etats-Unis de renoncer à tout recours et en toutes circonstances aux armes chimiques, y compris en représailles, ainsi que celle de détruire complètement dans les dix années suivant l'entrée en vigueur de la convention tous les stocks et toutes les installations de production, ne manqueront pas - nous le souhaitons - d'avoir des répercussions positives sur la négociation en cours. Depuis que l'idée en a été suggérée, la convocation d'une conférence ministérielle continue de susciter de l'intérêt, même si les avis sont partagés sur le rôle à lui confier et la portée de ses décisions au stade actuel de la négociation. Nous appuyons la proposition mais nous estimons qu'une telle conférence - étant donné l'importance des enjeux -

(M. Benhima, Maroc)

devrait être soigneusement préparée afin de lui assurer les meilleures conditions de succès, notamment par la réduction des divergences qui persistent sur des questions importantes ou sur des principes fondamentaux régissant les droits et obligations de toutes les parties.

Le système de vérification qui devrait découler des dispositions de la convention doit être fondé sur la confiance mutuelle. Nous sommes d'avis que la vérification est nécessaire et indispensable face à la relative facilité de dissémination de ce type d'armes. Cependant, cela ne devrait pas nous conduire à établir un système trop intrusif qui se révélera être comme un repoussoir du fait de son caractère trop astreignant. La vérification devrait reposer sur des mesures scrupuleuses et efficaces mais sans pour autant se transformer en une sorte d'intrusion sans bornes dans l'espace visité, ou tout simplement en dépenses prohibitives qui altéreraient la capacité de l'organe ad hoc chargé de mener sa tâche dans des conditions satisfaisantes. A ce titre, l'institution qui sera chargée de veiller à l'application et au contrôle de la convention devrait être pleinement représentative de cette universalité que nous recherchons de sorte qu'elle puisse exercer sa fonction avec toute l'impartialité requise. Les pays en développement devraient être assurés de bénéficier des technologies chimiques destinées à l'usage civil. Je voudrais, avant de clore ce chapitre, exalter le travail intense accompli par le Comité spécial des armes chimiques au cours de la session passée sous la présidence active et compétente de l'Ambassadeur Hyltenius, que nous remercions pour les efforts accomplis dans l'élaboration de la convention. L'Ambassadeur Batsanov qui poursuit cette tâche avec dévouement et intelligence mérite également notre hommage.

La prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique figure parmi les questions les plus cruciales sur lesquelles sera appréciée un jour l'efficacité de la Conférence. En effet, ce sujet acquiert de plus en plus d'acuité face au développement rapide des techniques de l'exploration de l'espace, et surtout en raison des velléités de plus en plus évidentes de son exploitation à des fins militaires. Face à cette menace, il convient de tout mettre en oeuvre pour prémunir ce patrimoine commun de l'humanité contre tout risque de militarisation. Il est évident que les études spatiales doivent être encouragées et les programmes d'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique soutenus. Le vide juridique qui entoure son utilisation doit être le plus rapidement possible comblé.

Depuis plusieurs années, nous avons engagé un débat pour créer les conditions propices à l'amélioration du fonctionnement et de l'efficacité de la Conférence et à la recherche des solutions appropriées aux blocages existants. Dans ce contexte, nous devons nous atteler à une meilleure définition du concept de consensus en cernant tous ses contours. Si la règle du consensus garantit la prise en considération des différents courants qui existent au sein de la Conférence, elle doit aussi sous-tendre la recherche laborieuse de compromis sur les questions inscrites à l'ordre du jour et éviter de se transformer en un prétexte pour enrayer toute possibilité de

(M. Benhima, Maroc)

progrès dans nos travaux. Nous croyons qu'une application souple de la règle du consensus peut conduire à des résultats positifs. Qu'il me soit permis à ce propos d'adresser mes félicitations à l'Ambassadeur Kamal qui conduit avec une grande habileté nos consultations relatives à cette question.

Le monde a récemment pris conscience de façon très aiguë des dangers de l'accumulation des armes de destruction massive; l'ampleur de ces dangers au Moyen-Orient a été particulièrement soulignée dans cette enceinte. Les propositions américaines relatives au contrôle de l'armement au Proche et Moyen-Orient (29 mai 1991) et le Plan de maîtrise des armements et de désarmement présenté par la France (3 juin 1991) constituent une précieuse contribution à une réflexion approfondie sur la meilleure manière de mettre en oeuvre les différents volets de ces deux initiatives.

Les grandes puissances et en particulier les Etats-Unis et l'Union soviétique conviennent désormais que la sécurité globale peut être réalisée par l'affermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies. Récemment encore, le président Bush affirmait (déclaration du 6 mars 1991) : "Libérée de l'impasse de la guerre froide, l'ONU est en mesure de réaliser les grands desseins de ses fondateurs". Faisons donc en sorte que la Conférence qui est le seul organe de négociation multilatérale en matière de désarmement devienne véritablement à la fois le cadre de règlement de questions épineuses et d'un intérêt global, et qu'elle devienne aussi l'instrument qui peut valablement servir la cause de la paix par le désarmement.

La PRESIDENTE (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Maroc pour sa déclaration ainsi que pour ses paroles aimables. Je donne maintenant la parole au représentant du Myanmar, l'Ambassadeur Hlaing.

M. HLAING (Myanmar) (traduit de l'anglais) : C'est la première fois que je prends la parole au cours de cette session et je voudrais vous féliciter, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence ainsi que de l'excellente manière dont vous avez dirigé nos travaux. Le fait que ceux-ci se sont déroulés efficacement et sans problème démontre amplement votre expérience et vos talents de diplomate. Je voudrais également féliciter l'Ambassadeur Batsanov de l'Union soviétique pour la grande compétence avec laquelle il a conduit les travaux de la Conférence du 18 mars au 26 mai, y compris durant la pause entre la première et la deuxième partie de la session annuelle. Je tiens à saisir cette occasion pour remercier sincèrement mes collègues plus anciens qui m'ont chaleureusement accueilli et leur faire part à mon tour, avec un plaisir égal, de mes meilleurs sentiments. Je voudrais aussi saluer, à l'occasion de son départ, l'Ambassadeur Nabil Elaraby de l'Egypte qui va occuper le poste important de représentant permanent de son pays à l'ONU à New York. Ma délégation lui adresse tous ses vœux de succès dans ses nouvelles fonctions.

La présente session a lieu alors que la scène politique internationale a été le témoin d'une évolution importante et lourde de conséquences positives.

(M. Hlaing, Myanmar)

La fin de la guerre froide a relégué à l'arrière-plan la rivalité Est-Ouest et a fourni une occasion unique d'élaborer une stratégie de paix et de sécurité fondée sur le dialogue et la coopération. Le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et la nouvelle série de mesures de confiance et de sécurité adoptées dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe sont des événements qui exerceront des effets durables sur la paix et la sécurité internationales. Les résultats positifs obtenus jusqu'ici dans le contexte bilatéral des négociations entre les deux superpuissances nous ont donné l'espoir de succès encore beaucoup plus grands dans le domaine du désarmement. Après la percée capitale qu'a constituée le Traité FNI, nous avons maintenant la perspective de voir se réaliser des réductions importantes dans les armements nucléaires stratégiques. Il ne faut pas pour autant que nous nous reposions sur nos lauriers. Les progrès accomplis à l'échelon bilatéral dans le domaine de la maîtrise des armes nucléaires devraient se répercuter dans les instances multilatérales. Nous espérons que l'impulsion créée par l'évolution positive récente de la situation mondiale permettra à la Conférence du désarmement, en tant qu'organe de négociation multilatéral, de parvenir à des accords réels et viables.

La session en cours de la Conférence du désarmement a été marquée par d'importants événements, tels que l'initiative des Etats-Unis concernant les armes chimiques. L'annonce faite le mois dernier par le Président Bush que les Etats-Unis allaient renoncer à leur droit de riposte et détruire tous leurs stocks d'armes chimiques dans les dix ans qui suivraient l'entrée en vigueur de la convention constitue une percée dans les négociations. Nous espérons que cette initiative aboutira à des événements positifs. Un autre trait marquant de la session a été la participation croissante d'Etats non membres. Cette tendance montre bien la sensibilisation et l'intérêt qui se manifestent de plus en plus à l'égard des travaux de fond réalisés à la Conférence.

Le plus grand danger que connaît actuellement l'humanité est la menace de guerre nucléaire. L'existence d'armes atomiques, leur accumulation et leur perfectionnement mettent en péril les intérêts vitaux de sécurité de tous les Etats, qu'ils soient nucléaires ou non. Il est maintenant reconnu d'une manière générale qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit pas être engagée. Le meilleur moyen d'éliminer le danger de guerre atomique est de supprimer toutes les armes nucléaires et, en attendant la réalisation du désarmement dans ce domaine, il est nécessaire d'interdire la menace ou l'emploi des armes de ce genre. Leur utilisation serait contraire aux lois de l'humanité et constituerait un crime contre la civilisation. Il est donc extrêmement urgent de parvenir au désarmement nucléaire par l'élimination complète de toutes les armes nucléaires.

L'interdiction complète des essais nucléaires serait en soi la mesure la plus efficace pour mettre un terme à la course aux armements nucléaires. Cette interdiction permettrait non seulement d'encourager des réductions quantitatives, mais aussi d'empêcher le perfectionnement de ces armes. Bien que la Conférence d'amendement du Traité sur l'interdiction partielle

(M. Hlaing, Myanmar)

des essais, tenue à New York en janvier 1991, se soit achevée sans parvenir à un consensus sur le projet de déclaration, on ne peut pas dresser un constat d'échec. Malgré leur attitude divergente à l'égard de l'ensemble de la question, les Etats Membres appuient massivement le rôle important que doit jouer la Conférence du désarmement dans les divers aspects de l'interdiction des essais nucléaires. En étudiant l'ordre du jour de la Conférence, nous constatons que les questions nucléaires figurent au premier rang, ce qui montre bien leur importance. Le fait que la Conférence a pu aussi reconstituer rapidement le Comité spécial sur le point 1 - l'interdiction des essais nucléaires - malgré l'opinion arrêtée de certaines délégations à l'égard du mandat du Comité, montre l'importance attachée à la question. A cet égard, la délégation myanmar voudrait féliciter vivement l'Ambassadeur Donowaki du Japon pour la contribution fort précieuse qu'il a apportée, l'an dernier et durant l'intersession, aux étapes préliminaires des travaux du Comité. Nous sommes également convaincus que l'Ambassadeur Chadha de l'Inde pourra améliorer encore le travail excellent effectué par l'Ambassadeur Donowaki.

Pour ce qui est du point 2 - cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire - et du point 3 - prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui y sont liées - leur examen en séances plénières officielles constitue un pas dans la bonne voie, bien que la Conférence n'ait pas pu constituer les comités spéciaux concernés.

La menace de l'emploi d'armes chimiques s'est précisée durant la récente guerre du Golfe. Celle-ci a rappelé une fois de plus la nécessité de conclure d'urgence une convention interdisant complètement et totalement ces armes. La Conférence de Paris sur l'interdiction des armes chimiques, tenue il y a deux ans, avait souligné la nécessité de conclure à une date rapprochée une convention sur les armes chimiques et avait engagé la Conférence du désarmement à redoubler d'efforts, de toute urgence, pour résoudre promptement les problèmes qui demeuraient et conclure la convention dans les délais les plus rapprochés. Il est donc tout à fait encourageant de noter que des progrès considérables ont été accomplis au sujet de diverses questions, qui sont maintenant reflétés dans le nouveau "texte évolutif" - bien que quelques points essentiels restent encore à résoudre. L'adhésion universelle est de la plus haute importance pour l'application efficace de la convention sur les armes chimiques. Je partage entièrement l'opinion de l'Ambassadeur Hyltenius qui a déclaré, en présentant le rapport du Comité spécial des armes chimiques (CD/1046), que pour être suffisamment attrayante, la convention devait être efficace et non-discriminatoire et que la non-adhésion devait apparaître comme une option peu attrayante. Il est encourageant de noter qu'un nombre croissant d'Etats non membres de la Conférence participent maintenant aux négociations, ce qui est de bon augure pour la perspective d'une adhésion universelle à la convention. En ce qui concerne le système de vérification, des progrès substantiels ont été accomplis, mais il reste encore à résoudre des questions importantes.

(M. Hlaing, Myanmar)

La future convention doit répondre aux préoccupations légitimes en matière de sécurité des Etats qui ne possèdent pas d'armes chimiques. Il est également essentiel de fournir des garanties véritables et crédibles aux Etats qui ne fabriquent pas d'armes chimiques et n'en stockent pas, d'une manière qui renforce leur sécurité et ne la diminue point. Le meilleur moyen d'affermir la sécurité de tous les Etats est de conclure et de mettre en oeuvre sans tarder la convention. L'élaboration, à une date la plus rapprochée possible, d'une convention interdisant les armes chimiques qui soit efficace, vérifiable et véritablement universelle, constitue une priorité politique.

L'Union myanmar, qui est attachée sans équivoque à la réalisation de l'interdiction totale et générale des armes chimiques, ne possède pas de telles armes, n'a pas les moyens d'en fabriquer et n'a pas l'intention d'en acquérir. La position de notre pays dans les instances internationales a toujours été que tous les types d'armes chimiques sans exception devaient être totalement interdits.

Je manquerais à mes devoirs si je ne saisisais pas cette occasion pour rendre un hommage bien mérité à l'Ambassadeur Hyltenius, qui a apporté une contribution précieuse grâce à ses efforts inlassables. Nous sommes également convaincus que de nouveaux progrès peuvent être accomplis sous la direction éclairée de l'Ambassadeur Batsanov. Le Comité spécial a effectué cette année un bon départ. La décision récente de tenir une session ordinaire supplémentaire de durée limitée du 8 au 19 juillet 1991 devrait permettre au Comité d'intensifier encore ses efforts afin de régler les questions en suspens.

Le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace a été reconstitué cette année avec le même mandat que par le passé. Nous regrettons qu'il n'ait pas été possible d'améliorer le mandat des années précédentes. Notre délégation manifeste un grand intérêt à l'égard de l'initiative de l'Ambassadeur García Moritán de l'Argentine, qui a permis au Comité d'examiner la question d'une manière plus pratique.

L'accord qui s'est rapidement fait en vue de reconstituer les comités spéciaux sur les armes radiologiques et les garanties négatives de sécurité nous ont permis de bien démarrer afin de nous préparer à réaliser des activités constructives dans ces domaines. Le démarrage rapide des travaux nous fait espérer que certains résultats concrets pourront être obtenus avant la conclusion de la session de 1991.

En ce qui concerne le point 8, la délégation myanmar attache une grande importance à la conclusion d'un programme global de désarmement. Nous n'avons pas pu parvenir à un consensus sur la reconstitution du Comité spécial, mais la Conférence a nommé entre-temps l'Ambassadeur Márin Bosch du Mexique en tant que coordonnateur spécial chargé de rechercher un consensus sur un dispositif d'organisation approprié pour ce point de l'ordre du jour. Nous avons toute

(M. Hlaing, Myanmar)

confiance dans les capacités de l'Ambassadeur Bosch et nous espérons que le Comité spécial sur le point 8 pourra être reconstitué ainsi qu'il est indiqué dans la résolution 45/62 E de l'Assemblée générale.

La Conférence a continué d'examiner chaque année la question concernant l'amélioration et l'efficacité de son fonctionnement. Nous sommes heureux de voir reprendre cette année les consultations officielles à participation non restreinte qui sont placées sous la présidence de l'Ambassadeur Kamal. Le 19 mars, l'Ambassadeur a fait une proposition concernant les questions à examiner, telles que l'élargissement de la Conférence, les groupements, la validité de l'ordre du jour, le concept de consensus et l'examen des procédures administratives de la Conférence. De nombreuses idées et remarques intéressantes ont été avancées durant les débats. Bien qu'il ne soit sans doute pas facile de résoudre rapidement le problème en raison de sa complexité, ma délégation est certaine que des progrès considérables pourront être accomplis sous la direction éclairée de l'Ambassadeur Kamal.

C'est aujourd'hui la dernière séance plénière qui est placée sous votre direction, Madame la Présidente. La délégation myanmar tient une fois encore à vous remercier de l'excellent travail qui a été effectué, en particulier durant cette étape cruciale de la session. Nous sommes convaincus que votre successeur, l'Ambassadeur Stephen Ledogar des Etats-Unis d'Amérique, pourra non seulement poursuivre l'oeuvre que vous avez accomplie, mais aussi renforcer les résultats qui ont été déjà obtenus.

La PRESIDENTE (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Myanmar pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il m'a adressées. Je donne maintenant la parole à la représentante de la Mongolie, l'Ambassadrice Baljinnyam.

Mme BALJINNYAM (Mongolie) (traduit de l'anglais) : Madame la Présidente, c'est pour moi un honneur et un privilège, en vérité, de prendre la parole sous votre direction avisée. Vous êtes non seulement l'une des rares ambassadrices à la Conférence du désarmement, mais aussi de celles qui ont l'honneur d'en présider les travaux. Je suis certaine que, grâce à votre dévouement à la cause du désarmement, vous serez également du petit nombre de ces ambassadrices éminentes, dans un monde du désarmement dominé par les hommes, qui passeront à la postérité.

L'aube qui se lève après la période de guerre froide est à la fois pleine d'incertitudes et de gageures. Les changements politiques positifs très profonds qui ont marqué les relations internationales suscitent parfois de graves crises internes, grosses d'implications considérables. Les problèmes non résolus qui se sont accumulés pendant le passé exigent désormais des solutions compatibles avec l'esprit du temps. L'horizon de la paix mondiale, qui semblait si dégagé et prometteur l'année passé, s'est trouvé assombri par les nuages de la guerre dans le golfe Persique. S'il est une leçon à tirer de cette guerre c'est que l'accumulation d'armes - d'armes classiques, sans

(Mme Baljinnyam, Mongolie)

parler des moyens de destruction massive - est lourde du danger de déstabilisation et de guerre.

La crise du Golfe a montré combien il était urgent de mettre un terme à la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Depuis, les problèmes de transfert d'armes et de destruction d'armes chimiques et bactériologiques occupent un rang de priorité plus élevé dans l'ordre du jour politique et international. Un certain nombre d'initiatives importantes visant à freiner la course aux armements au Moyen-Orient ont été proposées. A cet égard, le rôle de la Conférence du désarmement est devenu plus pertinent et plus important que jamais.

Enfin, la rivalité Est-Ouest cède graduellement la place à la coopération. La conclusion du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe annonce l'aube d'une nouvelle ère dans les relations entre Etats en Europe. L'exemple de réduction des tensions et de renforcement de la stabilité qu'a donné l'Europe est extrêmement précieux pour les autres régions et offre des arguments importants en faveur d'une conception régionale du désarmement et de la maîtrise des armements. Ma délégation fait totalement sien le point de vue selon lequel les mesures régionales de maîtrise des armements sont des éléments essentiels de la stabilité internationale.

Depuis deux ans, nous espérons pouvoir mener à bien l'élaboration d'une convention universelle, globale et effectivement vérifiable sur l'interdiction totale et la destruction des armes chimiques. Cet objectif, il nous a parfois semblé qu'il nous échappait. Cependant, grâce à des événements récents et, en particulier, à l'initiative opportune des Etats-Unis, les négociations ont effectivement pu accomplir des progrès décisifs.

Ma délégation se félicite des initiatives des Etats-Unis, qui se sont déclarés prêts à renoncer à l'emploi des armes chimiques et se sont engagés à détruire leurs stocks. La nouvelle attitude constructive des Etats-Unis permet d'envisager de régler deux des points essentiels de la future convention, et la Mongolie approuve sans réserve le Président Bush, qui a appelé à résoudre les principales questions en suspens avant la fin de 1991 et à mettre au point la convention dans les 12 mois prochains. Nous sommes favorables à une intensification des négociations et appuyons la proposition d'une solution d'ensemble tenant compte des intérêts des Etats participant aux négociations qu'a faite le Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sergueï Batsanov. Selon nous, cette démarche a pour avantage de permettre d'examiner, sous l'angle de leurs étroites relations, les importants problèmes de sécurité, de vérification et d'organisation.

Un certain nombre de questions complexes restent à régler et il faut pour cela non seulement apporter des solutions techniques mais prendre aussi des décisions politiques. Je pense particulièrement aux questions concernant la vérification, la prise de décision et les obligations financières des Etats parties, ainsi que la coopération économique et au développement.

(Mme Baljinnyam, Mongolie)

Ma délégation partage sans réserve le point de vue selon lequel les négociations sur l'interdiction des armes chimiques ont atteint un stade critique et ont besoin d'un appui politique vigoureux de toute part. En même temps, nous estimons que si toutes les parties font preuve de la souplesse nécessaire et se montrent prêtes à faire des compromis, la mise au point définitive de la convention devrait être à notre portée. A cet égard, la Mongolie appuie l'organisation d'une réunion ministérielle bien préparée, qui servirait non seulement à relancer vigoureusement les négociations mais aussi à résoudre les dernières questions en suspens. Pour renforcer le caractère universel de la future convention sur les armes chimiques, il pourrait être utile d'inviter tous les Etats intéressés à participer à cette réunion.

Pour ma délégation, l'aboutissement des consultations sur le nouveau mandat du Comité spécial des armes chimiques signifie que les Etats membres de la Conférence ont réaffirmé qu'ils tenaient à ce que la convention soit conclue le plus vite possible. Etant donné que tous les groupes régionaux sont d'accord sur la nécessité d'assurer la cohérence des dernières étapes des négociations, ma délégation est prête à appuyer l'idée du Pérou, qui a proposé de maintenir le même bureau, sous la présidence de l'Ambassadeur Batsanov.

La Mongolie a toujours préconisé la conclusion d'une interdiction complète des essais nucléaires, estimant qu'une telle mesure apporterait une garantie fiable à un arrêt de la prolifération horizontale et verticale des armes nucléaires. Mon gouvernement se félicite que la France ait décidé d'adhérer au TNP et espère que d'autres Etats importants sur les plans nucléaire et militaire apporteront eux aussi une contribution précieuse au renforcement du régime de non-prolifération et donc de la sécurité internationale dans son ensemble.

Nous sommes fermement convaincus qu'avec la fin de la guerre froide et l'apparition de nouvelles formes de relations internationales reposant sur la confiance et la coopération, les vieux arguments en faveur de la poursuite des essais nucléaires sont désormais périmés et peu convaincants. Nous sommes tout à fait persuadés qu'un traité d'interdiction complète exigera un système de vérification très efficace et sûr et que l'élaboration d'un tel système demandera un travail technique considérable et complexe. La Conférence du désarmement et son Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires auront à prendre une part essentielle et indispensable dans cet effort.

La PRESIDENTE (traduit de l'anglais) : Je remercie la représentante de la Mongolie pour sa déclaration ainsi que pour les paroles aimables qu'elle m'a adressées. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, l'ambassadeur García Moritán.

M. GARCIA MORITAN (Argentine) (traduit de l'espagnol) : J'ai eu récemment l'occasion de m'entretenir avec vous, Madame la Présidente, en votre qualité de représentante du Royaume-Uni, de questions qui présentaient un intérêt

(M. García Moritán, Argentine)

commun particulier, et j'ai rencontré de votre part une disponibilité que j'ai beaucoup appréciée et qui reflète à mon sens un talent de diplomate dont la Conférence a beaucoup profité durant votre mandat. Vous pouvez compter, Madame, sur le respect de ma délégation.

Les négociations consacrées à la convention sur les armes chimiques ont enfin atteint leur rythme de croisière et offrent la perspective d'une conclusion rapide. Il est particulièrement encourageant de voir comment une démarche souple et constructive a pu donner un nouvel élan à un processus qui contrastait, dans son manque de progrès, avec un climat international franchement positif. Nous nous félicitons que cette attitude ait enfin gagné notre enceinte de négociation. Il n'est pas nécessaire, à ce stade, de rappeler notre parfaite volonté politique de conclure la convention le plus rapidement possible afin que 1992 soit définitivement l'année où la Conférence du désarmement aura pu présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies son premier traité multilatéral de désarmement. Les délais sont courts, mais si l'on peut tirer une conséquence positive du fait que nos négociations ont duré près de dix ans, c'est bien que nous savons tous parfaitement quels sont les domaines concrets sur lesquels nous devons concentrer nos ultimes efforts afin de conclure un texte équilibré et efficace.

Mon pays ne possède pas et n'a jamais possédé ni employé d'armes chimiques. Comme bien d'autres participants aux négociations, notre souci a toujours été d'obtenir un accord qui soit certes cohérent du point de vue de la sécurité nationale, mais qui veille avant tout à ce que les préoccupations à l'égard des aspects militaires de la science et de l'industrie chimique n'affectent pas le plein développement de ce secteur dans sa véritable dimension, c'est-à-dire sa vocation civile.

C'est la raison pour laquelle nous attachons notamment, à ce stade des négociations, une attention particulière à deux aspects très concrets de la question, à savoir, en premier lieu, les conséquences économiques et commerciales de la convention et, en second lieu, les caractéristiques du système de vérification qui sera adopté. Pour ce qui est du premier point, je crois qu'il doit nous être possible, en tant que négociateurs, de trouver un terrain d'entente. Personne, je le pense - en particulier parmi ceux qui devront justifier au parlement les décisions adoptées ici - n'est en faveur d'un accord qui impose des contrôles ou des restrictions inutiles au secteur de la chimie. Mon pays, dont l'industrie chimique contribue pour une part significative au produit national brut, est de ceux où ce secteur est l'un des plus dynamiques et porteurs de croissance pour l'économie nationale. Il est donc logiquement dans notre intérêt de favoriser la conclusion d'un instrument qui ne soit pas perçu par notre industrie chimique comme un obstacle à ses activités qui sont déjà soumises, dans la plupart des Etats où ce secteur est dynamique, à des réglementations détaillées dans le domaine de la santé et de l'environnement. Il paraît important à cet égard de souligner que la convention, si l'on veut qu'elle soit équilibrée et équitable, devra être un instrument juridique neutre sur le plan économique et commercial, c'est-à-dire que ses dispositions ne devront pas donner lieu à des inégalités en matière

(M. García Moritán, Argentine)

de concurrence ou à des avantages industriels ou commerciaux en faveur ou au détriment de l'un quelconque des Etats parties. Il faudra tenir tout particulièrement compte de ce facteur dans le contexte des structures institutionnelles qui seront créées au titre de l'article VIII de la convention.

En même temps, nous devons nous efforcer de veiller à ce que la convention, une fois conclue, soit l'unique norme applicable en matière de réglementation des exportations et des transferts de substances, de matériels et d'équipements associés à l'industrie chimique. Lorsque l'instrument entrera en vigueur, rien ne devra empêcher les échanges de substances chimiques à des fins non interdites par la convention, ainsi que la coopération la plus large dans ce domaine. Chacun des Etats parties devra, conformément aux dispositions pertinentes, assurer par voie législative nationale l'application appropriée des termes de l'accord auquel il a adhéré. La persistance de contrôles supplémentaires aboutirait à un double régime juridique applicable aux activités chimiques, qui se superposerait sans aucun doute à celui de la convention et aboutirait à notre avis à une dangereuse situation où coexisteraient des cadres juridiques parallèles, avec leurs séquelles d'ambiguïtés et de pénalisations pour le secteur privé. L'existence de groupes parallèles ou restreints, dont l'objectif était jusqu'ici de limiter le transfert de certaines substances en l'absence d'une norme multilatérale, perdrait de son sens. A moins, comme nous l'avons souligné, que les mêmes Etats qui ont rédigé la convention soient si peu satisfaits du fruit de leurs durs efforts qu'ils n'hésitent pas à lancer un signal politique aussi clair que négatif sur le plan du renforcement de la confiance, dans la mesure où cela reviendrait à admettre qu'un instrument élaboré avec tant de peine n'est tout simplement pas suffisant pour éliminer de manière crédible la menace des armes chimiques.

La conférence qu'il a été proposé de réunir au niveau ministériel afin de donner une impulsion politique finale à la négociation offrirait aux pays qui se sont jusqu'ici reposés sur des mécanismes unilatéraux l'occasion d'annoncer qu'à partir de l'entrée en vigueur de la convention ces restrictions ne seraient plus appliquées aux Etats qui en sont parties. La question de la protection de l'information ayant une valeur scientifique ou commerciale est étroitement liée à ce problème. Elle n'a pas été négligée dans le texte évolutif et retiendra sans doute encore plus l'attention du Secrétariat technique qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura accès à un grand nombre de renseignements sur les volumes de production ainsi que sur les activités actuelles et futures d'une bonne partie de l'industrie chimique mondiale. Il est à mon sens particulièrement important de ne jamais oublier que la future organisation sera chargée d'aider à réaliser les objectifs de la convention, d'assurer sa mise en oeuvre, de faciliter les activités de vérification et de permettre la consultation et la coopération entre les Etats parties. Ni plus ni moins. Cette tâche devrait être accomplie avec les plus grands soins par le Secrétariat technique, du fait qu'il sera en possession de données précieuses du point de vue scientifique et commercial.

(M. García Moritán, Argentine)

Le chapitre de la convention consacré à la vérification aura, comme on le sait, deux axes principaux. L'un d'eux visera, conformément aux dispositions de l'article IX et au moyen des inspections sur demande, des situations objectives pouvant être jugées dangereuses pour la convention étant donné qu'elles porteront sur des violations potentielles du principe même du traité - c'est-à-dire la possibilité de fabriquer des armes chimiques, en contradiction flagrante avec l'esprit et le texte de la convention. En conséquence, nous estimons qu'il ne faudrait épargner aucun effort en vue de créer un système aussi complet et rassurant que possible. Ma délégation reviendra prochainement sur ce problème crucial des inspections sur demande.

Entre-temps, nous voudrions faire part aux délégations de certaines réflexions sur la vérification telle qu'elle s'applique aux activités non interdites par la convention au titre de l'article VI. Cet aspect particulier a des incidences et une portée différentes de celles qui concernent les inspections sur demande. Il s'agit ici de vérifier le respect au moyen du contrôle systématique et périodique de certaines installations jugées pertinentes qui procèdent à des activités parfaitement légitimes. Il n'est pas étonnant que pour un pays comme le mien, qui ne possède pas d'armes chimiques et n'en a jamais possédé, c'est précisément là l'aspect du mécanisme de vérification qui appelle la plus grande attention, étant donné qu'il s'appliquera dans une mesure non négligeable à l'industrie civile. Dès le début de nos négociations de cette année, le débat sur la question a acquis une nouvelle dimension en raison de l'introduction de concepts tels que la "démarche intégrée" proposés par la délégation suédoise. Ce changement d'orientation - indépendamment de la forme définitive que prendra le mécanisme de vérification - est en soi un facteur positif dans la mesure où cela a en quelque sorte alerté l'attention de tous sur la direction prise par nos délibérations.

Il est devenu de plus en plus évident que le système de vérification tel qu'il est envisagé dans le texte évolutif entraînerait un coût énorme sans être nécessairement capable de répondre à l'objectif fixé. Un simple décompte des installations qui pourraient être soumises à inspection dans l'ensemble du monde a révélé les limites pratiques du système. A partir du moment où nous avons accepté cet axiome et décidé d'orienter nos efforts vers la recherche d'un mécanisme plus approprié et plus maniable, nous avons constaté avec une certaine déconvenue que les délibérations - comme si elles obéissaient à la logique d'une attraction irrésistible - nous ramenaient apparemment à des mécanismes de délimitation de l'industrie chimique prévoyant des critères d'inclusion d'une ampleur telle qu'on peut se demander pourquoi il faudrait essayer de simplifier pour en arriver finalement - cette fois-ci par une argumentation différente - à un système de vérification inutilement compliqué.

De l'avis de ma délégation, on pourrait adopter à cet égard une "démarche intégrée", dûment modifiée par l'inclusion d'autres critères de définition - par exemple le choix des catégories pertinentes de l'industrie chimique - afin d'éviter dès le départ la possibilité de perturber le fonctionnement

(M. García Moritán, Argentine)

normal des industries et des secteurs les moins susceptibles d'entreprendre la fabrication ou le traitement de substances inscrites par exemple au tableau 2. A cet égard, il pourrait être utile d'essayer de définir les catégories d'industries en fonction de la spécificité de la convention et non pas nécessairement à partir uniquement des classifications existantes qui ont été conçues pour des raisons purement commerciales et qui ne reflètent donc pas forcément le point de vue politique que nous adoptons ici.

La délimitation peut également s'appuyer sur la définition de certains processus de transformation chimique, comme l'ont proposé les partisans de la démarche intégrée - mais on pourrait aussi envisager de préciser davantage les processus pertinents afin de ne pas aboutir, une fois encore, à une définition trop large qu'il serait impossible d'appliquer dans la pratique. Le critère d'orientation générale devrait consister, selon nous, à veiller à ce que tout système de vérification de routine dans un domaine aussi vaste et complexe que l'industrie chimique mondiale reste dans les limites du raisonnable. Et ce d'autant plus si nous en arrivons à conclure que le système le plus lourd - prévoyant des milliers d'inspections par an - ne serait même pas suffisant pour garantir que la convention n'est pas violée d'une manière ou d'une autre dans une poignée de petites installations disséminées en divers points du globe.

Je voudrais maintenant aborder une question qui est étroitement liée à la vérification au titre de l'article VI. Le nouveau débat sur le type de vérification applicable à l'industrie chimique a eu notamment pour effet de concentrer nos efforts sur les travaux coordonnés avec compétence par la délégation française - en sa capacité de "collaborateur du Président" - en vue d'essayer de parvenir à une définition convenue de ce que l'on appelle une industrie chimique "à capacité potentielle" ou, en anglais, une industrie "capable". Ma délégation aimerait que, dans le cadre de cette importante activité, l'on ne se réfère plus à l'industrie chimique "capable" - et cela pour plusieurs raisons. L'observateur non prévenu de nos négociations pourrait fort bien se demander ce que nous entendons par "capacité potentielle" ou par "capable". Pour les participants, pour les experts et pour ceux qui, surmontant l'ennui, suivent nos efforts, il va sans dire qu'il s'agit de l'industrie chimique qui est capable, qui a la capacité potentielle de produire des substances chimiques susceptibles, par leur toxicité et leurs propriétés incapacitantes, de figurer aux tableaux 1 et 2, mais qui pour le moment n'en produit pas, n'en consomme pas et n'en traite pas.

Nul n'ignore que la notion de capacité - au singulier ou au pluriel - possède dans le contexte de la sécurité et du désarmement une signification tout à fait claire, qui évoque précisément la capacité de se livrer à des activités à des fins de guerre à l'insu ou à l'écart de la communauté internationale. Je crois que, dans un domaine tel que l'industrie chimique, où nous cherchons une démarche intégrée visant à définir les installations qui sont importantes pour la mise en oeuvre de la convention mais qui n'en

(M. García Moritán, Argentine)

constituent pas pour autant un danger pour ses buts et ses objectifs, il faudrait éviter d'employer un terme qui donne une idée contraire au but recherché.

Il y a un peu plus d'un an, alors que le climat international a permis d'atténuer notre polémique sur les inspections au titre de l'article IX, nous avons décidé de ne plus parler d'inspections par mise en demeure. Ce concept a été remplacé par l'"inspection sur demande", ce qui a été jugé approprié pour désigner de façon correcte l'un des éléments essentiels de la convention. Nous pensons à cet égard qu'il serait bon, dans le contexte de l'industrie chimique civile, d'abandonner les termes "à capacité potentielle" ou "capable", et de les remplacer par une expression plus adéquate. Je suis convaincu que ce problème de sémantique, en réalité, met en jeu une disposition d'esprit - un "animus", comme disent les latinistes - où doivent régner le respect et la retenue à l'égard de l'industrie chimique mondiale, sans le concours et la coopération de laquelle les mécanismes les plus parfaits que nous puissions concevoir resteront lettre morte.

On a dit que l'illusion de la sécurité est pire que l'absence de sécurité. Un système de vérification qui viserait davantage à contrôler les activités de l'industrie chimique civile qu'à créer un mécanisme solide et complet d'inspections sur demande pourrait aboutir, selon nous, à une situation fâcheuse où coexisteraient un niveau de coût élevé et une illusion de sécurité.

La PRESIDENTE (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Argentine pour sa déclaration et pour ses paroles aimables. La liste des orateurs pour aujourd'hui est maintenant épuisée et il ne semble pas y avoir d'autres membres qui souhaiteraient intervenir à ce stade. Je vais donc passer à l'examen, pour adoption, du document CD/WP.407 qui contient un projet de décision concernant le mandat du Comité spécial des armes chimiques. En l'absence d'objection, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je donne la parole au représentant du Pérou.

M. CALDERON (Pérou) (traduit de l'espagnol) : Je voudrais tout d'abord vous exprimer, Madame la Présidente, la vive gratitude de ma délégation pour la manière dont vous avez dirigé nos travaux durant les quatre dernières semaines. Les résultats qui ont été obtenus sont la preuve de vos qualités extraordinaires, et nous vous en félicitons. Pour ce qui concerne le document CD/WP.407, je voulais simplement signaler qu'il conviendrait de corriger la traduction espagnole du texte en remplaçant, à la huitième ligne, les termes "antes de 1992" par "en 1992".

La PRESIDENTE (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pérou. Le secrétariat procédera à la correction voulue. Je voudrais passer maintenant à deux questions d'organisation. La première concerne les activités du Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes. Le Président du Comité a émis le vœu - partagé par d'autres délégations, comme je crois le savoir - de tenir une réunion de cet organe avant la fin de la deuxième partie de la session annuelle. Après un examen soigneux de la situation, d'où il ressort qu'une semaine très chargée nous attend avant la suspension des travaux en séance plénière le 27 juin, je constate que le seul créneau disponible est l'après-midi du vendredi 21 juin. Par conséquent, le Comité spécial se réunira demain à 15 heures.

La seconde question concerne nos activités durant les jours à venir. Le secrétariat a distribué aujourd'hui le calendrier habituel des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires. Comme vous le constaterez, le Comité spécial des armes chimiques va tenir une série de réunions avec des représentants de l'industrie. Ce calendrier est donné à titre purement indicatif et pourra être modifié au besoin. Cela étant, je propose que la Conférence l'adopte.

Il en est ainsi décidé.

Comme je l'ai annoncé au début de la séance, la Conférence tiendra dix minutes après la plénière une réunion officieuse sur le fond du point 3 de l'ordre du jour à laquelle participeront les représentants de l'Union soviétique et des Etats-Unis aux pourparlers sur les armes nucléaires et l'espace.

Je voudrais maintenant prononcer une déclaration de clôture à l'issue de la présidence du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Quatre semaines se sont écoulées et mon mandat de président de la Conférence touche à sa fin. J'avais souligné, il y a quatre semaines, que la structure de la Conférence était déjà en place grâce à l'efficacité de mes prédécesseurs. En d'autres termes, la Conférence était sur commandes automatiques et il suffisait au pilote d'apporter quelques corrections de temps à autre. C'est ce qui s'est effectivement passé.

Durant ces quatre semaines, la Conférence a été honorée de la visite d'un certain nombre de ministres et d'autres personnalités éminentes. Elle a entendu, le 6 juin, M. Douglas Hogg, Ministre adjoint des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Mme Helga Hernes, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Norvège, et M. Taro Nakayama, Ministre des affaires étrangères du Japon, et le 13 juin, M. Douglas Graham, Ministre du désarmement et de la maîtrise des armements de la Nouvelle-Zélande. Ces visites nous ont rappelé que les gouvernements attendaient beaucoup des travaux de la Conférence.

Une autre indication de l'importance accordée à la Conférence par la communauté internationale est le fait que deux autres Etats, l'Angola et

l'Irlande, ont demandé à devenir des Etats non membres participant aux travaux de la Conférence et ont été acceptés en cette qualité. Je suis sûre qu'ils apporteront une contribution très utile à nos délibérations.

Dans le cadre des négociations consacrées à une convention sur les armes chimiques, la Conférence a pris trois décisions. L'Ambassadeur Batsanov, Président du Comité spécial des armes chimiques, et moi-même, en ma qualité de Présidente de la Conférence, avons approuvé aux fins de transmission une lettre aux Etats non membres qui ne participent pas à la Conférence. Cette lettre a été transmise aujourd'hui. La Conférence a approuvé une recommandation du Comité spécial des armes chimiques visant à ce que les travaux de l'intersession se poursuivent du 8 au 19 juillet et nous venons de convenir d'importantes adjonctions au mandat du Comité spécial.

J'avais, je dois l'avouer, caressé l'espoir que des décisions seraient prises sous ma présidence quant au calendrier des travaux à entreprendre durant l'intersession jusqu'à la fin de l'année. Nous avons pu, comme vous le savez, nous entendre officieusement (sans que la Conférence en soit encore officiellement saisie) sur les travaux de l'intersession du 30 septembre au 11 octobre et du 18 novembre au 20 décembre, ainsi que du 6 au 18 janvier. Il n'a malheureusement pas encore été possible d'arriver à un accord sur les trois semaines durant la conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques et sur les cinq semaines durant la session de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est une question sur laquelle il nous faudra donc revenir. Un certain nombre de facteurs doivent être pris en considération et il n'appartient certes pas à la présidence de prendre position dans le débat. Je voudrais néanmoins faire une observation. Nous sommes à peu près parvenus à la moitié du temps dont nous disposons en 1991 pour les négociations sur les armes chimiques. Il convient de songer à ce qui a été accompli durant cette période et de comparer avec ce qu'il nous reste à faire avant d'atteindre notre objectif commun consistant à achever sans tarder la convention. Voilà qui devrait nous donner à réfléchir. Nous devrions sérieusement envisager la possibilité d'accorder davantage de temps encore à nos négociations sur les armes chimiques.

Aucun progrès n'est à noter quant aux consultations que j'ai engagées sur les propositions visant à élargir la composition de la Conférence. Je crois savoir que l'Ambassadeur Marín Bosch du Mexique n'a rien de neuf à signaler à propos de ses consultations sur le programme global de désarmement. L'Ambassadeur Kamal du Pakistan a tenu le 18 juin une nouvelle consultation ouverte sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence. Comme je l'ai dit il y a quelques instants, il y a lieu de se féliciter que les représentants de l'URSS et des Etats-Unis aux pourparlers sur les armes nucléaires et l'espace participent à la réunion plénière officieuse de ce matin afin de nous informer du déroulement de leurs négociations.

En cette dernière séance plénière que je préside, je voudrais vous remercier tous de votre amabilité et de votre concours. Des remerciements particuliers sont dus aux membres de mon bureau. Ma gratitude va au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint de la Conférence, ainsi qu'à leur excellent secrétariat. Ils facilitent énormément la tâche de la présidence.

Je sais que mon successeur, l'Ambassadeur Ledogar des Etats-Unis, bénéficiera du même soutien. Je n'ai guère besoin de m'attarder sur ses qualités, qui sont grandes, et je lui adresse tous mes vœux de succès.

Ainsi s'achève ma déclaration de clôture. Il n'y a pas d'autres questions à examiner maintenant et je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 25 juin, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 20.
